



RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE

*Liberté
Égalité
Fraternité*



UNIVERSITÉ DE CAEN NORMANDIE

DIRECTION DE LA COMMANDE PUBLIQUE

REGLEMENT DE LA CONSULTATION

MARCHÉ DE FOURNITURES PASSÉ EN APPEL D'OFFRES OUVERT

**Achat d'équipements pédagogiques destinés à la production,
au stockage et à l'utilisation de l'hydrogène**

N°2026950ACFO003

Date limite de dépôt des offres :

Le 11 mars 2026 avant 12h00



Normandie Université

Campus 1
Esplanade de la Paix - CS 14032 - 14032 Caen cedex 5
marches.publics@unicaen.fr
www.unicaen.fr

SOMMAIRE

1 - Objet du contrat	4
2 - Etendue de la consultation	5
2.1 - Mode de passation	5
2.2 - Décomposition de la consultation et nomenclature	5
2.3 - Type de contrat/accord-cadre	5
2.4 - Durée du contrat ou délai d'exécution	6
3 - Conditions de la consultation	6
3.1 - Délai de validité des offres.	6
3.2 - Groupement d'entreprises	7
4 - Remise du DCE	7
5 - Présentation des candidatures et des offres	7
5.1 - Documents et pièces à produire	7
5.2 - Visite sur site	9
6 - Conditions d'envoi ou de remise des plis	9
6.1 - Transmission électronique	9
6.2 - Copie de sauvegarde	9
7 - Examen des candidatures et des offres	9
7.1 - Sélection des candidatures	9
7.2 - Attribution des marchés	10
7.3 - Suite à donner à la consultation	10
8 - Renseignements complémentaires	11
8.1 - Adresses supplémentaires et points de contact	11
8.2 - Procédure de recours.	11

AIDE A LA DEMATERIALISATION

Toute la procédure « marché public » est réalisée exclusivement par voie dématérialisée.

L'ensemble des échanges (questions/réponses, rejets, notification, avenants...) est réalisé électroniquement via le site www.marches-publics.gouv.fr ; renseignez une adresse qui sera privilégiée lors de ces différents échanges électroniques.

L'acte d'engagement sera transmis uniquement au futur titulaire et devra être signé en original, soit en signature manuscrite, soit en signature électronique (une signature manuscrite scannée n'est pas une signature électronique valable).

Concernant l'utilisation de la plateforme en ligne, l'attention des candidats est attirée sur le fait que :

- si le présent dossier a été téléchargé de manière anonyme ou via un agrégateur, les réponses aux éventuelles questions ou les modifications de DCE ne leur parviendront pas ;
- si le nom d'un fichier est trop long, des problèmes peuvent être rencontrés au téléchargement des offres ;
- compte-tenu du temps de transfert, il est fortement conseillé de prévoir un délai de téléchargement du dossier de réponse. Le téléchargement la veille de la date limite est une bonne pratique.

Contenu du dossier de la consultation :

- ☐ Le présent règlement de consultation (RC)
- ☐ Le cahier des clauses particulières (CCP)
- ☐ BPU

1 - Objet du contrat

La présente consultation s'inscrit dans le cadre de l'appel à manifestation d'intérêt « Compétences et métiers d'avenir » (AMI-CMA) Hydrogène Neutralité Carbone (H2NC). L'AMI-CMA H2NC vise à adapter les formations aux besoins en compétences de la filière de l'hydrogène décarboné. Le présent marché a pour objectif l'acquisition d'une usine de réalité virtuelle et d'équipements pédagogiques dédiés à l'ensemble de la chaîne de l'hydrogène bas-carbone : production par électrolyse, stockage et utilisation par une pile à combustible.

Les matériels décrits au présent accord-cadre sont essentiellement destinés au projet décrit ci-dessus.

Toutefois l'université de Caen Normandie peut commander ces matériels pour d'autres projets ou pour tout autre besoin récurrent ou non.

Adresses de livraison :

Les fournitures sont livrées à l'adresse indiquée sur chaque bon de commande.

Les livraisons sont attendus sur tous les sites de l'université en particulier :

Caen

IUT Grand Ouest Normandie – Pôle de Caen
Département GCGP
2 Boulevard Maréchal Juin - 14000 CAEN

IUT Grand Ouest Normandie – Pôle de Caen
Département MP
2 Boulevard Maréchal Juin - 14000 CAEN

Saint-Lô

IUT Grand Ouest Normandie Site de Saint-Lô
Département MTEE
120 rue de l'Exode - 50000 Saint-Lô

Cherbourg

Site universitaire de Cherbourg
60 rue Max-Pol Fouchet
50130 Cherbourg-en-Cotentin

Alençon

IUT Grand Ouest Normandie –
Pôle d'Alençon
Département GMP
Campus de Damigny – Entrée Sud - 61250 Damigny

2 - Etendue de la consultation

2.1 - Mode de passation

La procédure de passation utilisée est l'appel d'offres ouvert. Elle est soumise aux dispositions des articles L2124-2 et R.2162-5 du Code de la commande Publique.

2.2 - Décomposition de la consultation et nomenclature

L'accord-cadre est décomposé comme suit :

Lot	Description du lot	CODE NACRES	Code CPV	Désignation du code CPV
1	Electrolyseurs et Piles à combustible et matériels associés	TB.13	31122100	Piles à combustible
2	Pile forte puissance	TB.13	31122100	Piles à combustible
3	Purification de l'hydrogène par adsorption et matériels associés	NC.62 NC.64 (accessoires et consommables)	42912100	Machines et appareils de filtration de liquides
4	Analyseur mécanique dynamique pour l'étude des matériaux et matériels associés	PB.01	38418000	Calorimètres
5	Usine de réalité virtuelle- logiciel	IA.55	48151000	Système de contrôle informatique
6	Stockage	TB.11	30237280	Accessoires d'alimentation
7	Instrumentation et acquisition	TB.03	38430000	Appareils de détection et d'analyse
8	Moteur Stirling contrôlé par ordinateur	PB.44	39162100 38000000	Matériel pédagogique Equipements de laboratoire

Chaque lot fera l'objet d'un accord-cadre. Les candidats peuvent soumettre des offres pour un ou plusieurs lots.

Les besoins de faibles montants concernant ce projet sont couverts par des achats sans publicité ni mise en concurrence conformément à l'article R2122-8 du code de la commande publique.

2.3 - Type de contrat/accord-cadre

Cet accord-cadre multi attributaires pour le lot 1 et mono-attributaire pour les lots 2 à 8 conclu sans minimum et avec un maximum par lot défini dans le tableau ci-dessous est passé en application de l'article R2162-4 du code de la commande publique. Il donnera lieu à l'émission de bons de commande sur BPU ou devis au fur et à mesure des besoins.

Si les caractéristiques attendues ne sont pas conformes au besoin ou pour les besoins non couverts par le BPU, les titulaires de l'accord-cadre seront sollicités pour produire un devis détaillé du matériel qu'ils proposent.

Lot	Description du lot	Montant prévisionnel	Montant minimum	Montant maximum
1	Pile à combustible et matériels associés	200 000 € HT	Sans	600 000 € HT
2	Pile forte puissance	35 000 € HT	Sans	105 000 € HT
3	Purification et matériels associés	25 000 € HT	Sans	75 000 € HT
4	Analyseur mécanique dynamique et matériels associés	82 000 € HT	Sans	246 000 € HT
5	Usine de réalité virtuelle- logiciel	60 000 € HT	Sans	180 000 € HT
6	Stockage	26 000 € HT	Sans	78 000 € HT
7	Instrumentation et acquisition	20 000 € HT	Sans	60 000 € HT
8	Moteur Stirling contrôlé par ordinateur	15 000 € HT	Sans	45 000 € HT

Il est précisé que le montant maximum contractuel ne constitue pas un budget alloué d'office à la prestation, mais un plafond de consommation sur les 4 ans maximum du contrat que l'acheteur s'autorise à atteindre sans obligation de commande minimale.

2.3.1 - Prestations supplémentaires éventuelles

Sans objet

2.3.2 - Variantes

L'université laisse la possibilité aux candidats de présenter des variantes à l'offre de base en indiquant clairement dans leur offre qu'il s'agit d'une proposition de variante.

Les variantes doivent respecter les exigences techniques minimales indiquées au DCE.

Le nombre maximum de variantes pouvant être présentées est limité à deux.

Elles doivent conduire à des propositions techniques ou financières équivalentes ou plus performantes ou encore aboutir à une amélioration de l'offre en matière de responsabilité environnementale ou sociale.

2.4 - Durée du contrat ou délai d'exécution

Voir l'article 2.2 du CCP.

Les candidats soumissionnant au présent accord-cadre préciseront dans leur mémoire technique les délais maximums de livraison qu'ils s'engagent à respecter pour chacun des lots ou produit.

3 - Conditions de la consultation

3.1 - Délai de validité des offres.

Le délai de validité des offres est fixé à 90 jours à compter de la date limite de réception des offres.

3.2 - Groupement d'entreprises

Le marché peut être attribué à une entreprise ou à un groupement d'entreprises, le pouvoir adjudicateur ne souhaite imposer aucune forme de groupement à l'attributaire du marché.

La répartition financière des prestations par cotraitant sera indiquée dans l'annexe prévue à cet effet, et les documents demandés (RIB, Kbis, attestation d'assurance) seront joints à l'offre pour chaque cotraitant.

4 - Remise du DCE

Le pouvoir adjudicateur applique le principe « Dites-le nous une fois ». Par conséquent, les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents et renseignements qui ont déjà été transmis dans le cadre d'une précédente consultation et qui demeurent valables.

Le dossier de consultation des entreprises est disponible gratuitement à l'adresse électronique suivant : www.marches-publics.gouv.fr

Aucune demande d'envoi du DCE sur support physique électronique n'est autorisée.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation au plus tard 6 jours avant la date limite de réception des offres. Ce délai est décompté à partir de la date d'envoi par le pouvoir adjudicateur des modifications aux candidats ayant retiré le dossier initial. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir n'élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite de réception des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

5 - Présentation des candidatures et des offres

Les offres des candidats seront entièrement rédigées en langue française et exprimées en EURO. Si les offres des candidats sont rédigées dans une autre langue, elles doivent être accompagnées d'une traduction en français, cette traduction doit concerner l'ensemble des documents remis dans l'offre.

5.1 - Documents et pièces à produire

Chaque candidat aura à produire un dossier complet comprenant les pièces suivantes :

Pièces de la candidature :

Pièces de la candidature telles que prévues aux articles L. 2142-1, R. 2142-3, R. 2142-4, R2143-3 et R. 2143-4 du Code de la Commande Publique :

Pour présenter leur candidature, les candidats utilisent les formulaires DC1 (lettre de candidature) et DC2 (déclaration du candidat) disponibles gratuitement sur le site www.economie.gouv.fr,.

Pour justifier des capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques sur lesquels il s'appuie pour présenter sa candidature, le candidat produit les mêmes documents concernant cet opérateur économique que ceux qui lui sont exigés par le pouvoir adjudicateur. En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités de cet opérateur économique pour l'exécution des prestations, le candidat produit un engagement écrit de l'opérateur économique.

Renseignement concernant la situation juridique de l'entreprise

Libellés	Signature
Une lettre de candidature (DC1 ou équivalent) – Dans le cas d'un groupement, le mandataire devra fournir un document d'habilitation signé par les autres membres du groupement et précisant les conditions de cette habilitation	NON
Déclaration sur l'honneur pour justifier que le candidat n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner (DC1 ou DUME)	NON
Renseignement sur le respect de l'obligation d'emploi mentionnée aux articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du Code du Travail (DC1 ou DUME)	NON
Attestations sociales et fiscales au 31 décembre de l'année précédente	NON
Extrait Kbis ou documents justifiant de l'inscription au registre du commerce et des sociétés (RCS) ou registre des métiers (RM) ou à défaut, récépissé de dépôt de déclaration auprès du centre de formalités des entreprises (CFE) pour les entreprises en cours d'inscription	NON
Pour les candidats étrangers, attestations équivalentes délivrées par les autorités compétentes. Si ces documents ne sont pas en langue française, ils devront être accompagnés d'une traduction en français certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté	NON
Une attestation sur l'honneur de la réalisation du travail par des salariés employés régulièrement au regard de l'article R. 324-4	OUI *

* : signature manuscrite scannée acceptée

Renseignements concernant la capacité économique et financière de l'entreprise :

Libellés	Signature
Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les prestations objet du contrat, réalisées au cours des trois derniers exercices disponibles (DC2 ou équivalent)	NON
En cas de redressement judiciaire, la copie du ou des jugements prononcés à cet effet	NON
Déclaration appropriée de banques ou preuve d'une assurance pour les risques professionnels	NON

Pièces de L'offre :

- Un mémoire technique comprenant :
 - Fiches techniques des matériels
 - Une présentation de l'entreprise, ses qualifications
 - Les délais de livraison
 - Un devis détaillé
 - Description du SAV
 - Description de la maintenance
 - Description de la garantie
 - Description des mesures environnementales et sociales
- Le BPU en format tableur
- Une attestation d'assurance professionnelle

Pour le lot 1 la complétude partielle du BPU est autorisée.

Il sera demandé aux seuls candidats retenus un acte d'engagement signé.

L'offre, qu'elle soit présentée par une seule entreprise ou par un groupement, devra indiquer tous les sous-traitants connus lors de son dépôt. Elle devra également indiquer les prestations dont la sous-traitance est envisagée, la dénomination et la qualité des sous-traitants.

5.2 - Visite sur site

Sans objet

6 - Conditions d'envoi ou de remise des plis

Les plis devront parvenir à destination avant la date et l'heure limites de réception des offres indiquées sur la page de garde du présent document via la plateforme de dématérialisation PLACE www.marches-publics.gouv.fr

6.1 - Transmission électronique

La transmission électronique des documents par voie électronique est effectuée sur le profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, à l'adresse URL suivante : <http://www.marches-publics.gouv.fr>

Chaque transmission fera l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique. A ce titre, le fuseau horaire de référence est celui de (GMT +01 :00) Paris, Bruxelles, Copenhague, Madrid. Le pli sera considéré « hors délai » si le téléchargement se termine après la date et l'heure limites de réception des offres.

Si une nouvelle offre est envoyée par voie électronique par le même candidat, celle-ci annule et remplace l'offre précédente.

6.2 - Copie de sauvegarde

Le pli peut être doublé d'une copie de sauvegarde transmise dans les délais indiqués ci-dessus, sur support physique électronique (CD-ROM, DVD-ROM, clé USB) ou sur support papier à l'adresse suivante :

DIRECTION DE LA COMMANDE PUBLIQUE

Esplanade de la Paix

CS 14032

14032 Caen CEDEX 5

Ou par voie dématérialisée à l'adresse mail : marches.publics@unicaen.fr

Cette copie doit être placée dans un pli portant la mention « copie de sauvegarde », ainsi que le nom du candidat et l'identification de la procédure concernée.

Elle est ouverte dans les cas suivants :

- Lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté dans le pli transmis par voie électronique.
- Lorsque le pli électronique est reçu de façon incomplète, hors délai ou n'a pas pu être ouvert, à condition que sa transmission ait commencée avant la clôture de la remise des plis.

7 - Examen des candidatures et des offres

7.1 - Sélection des candidatures

Avant de procéder à l'examen des candidatures, s'il apparaît que des pièces du dossier de candidature sont manquantes ou incomplètes, le pouvoir adjudicateur peut décider de demander à tous les candidats concernés de produire ou compléter ces pièces dans un délai maximum de 10 jours.

Les candidatures conformes et recevables seront examinées, à partir des seuls renseignements et documents exigés dans le cadre de cette consultation, pour évaluer leur situation juridique ainsi que leurs capacités professionnelles, techniques et financières.

7.2 - Attribution des marchés

Le jugement des offres sera effectué dans les conditions prévues aux articles L. 2152-1 à L. 2152-4, R. 2152-2 du Code de la Commande publique et donnera lieu à un classement des offres.

Les critères retenus pour le jugement des offres du lot 1 sont pondérés de la manière suivante :

Critères	Pondération
Valeur technique : Qualité des matériels (ou logiciels) et accessoires	65%
RSE dont Indice de réparabilité	20%
Service après-vente y compris assistance technique	15%

Les critères retenus pour le jugement des offres des lots 2 à 8 sont pondérés de la manière suivante :

Critères	Pondération
Valeur technique : Qualité des matériels (ou logiciels) et accessoires	45%
Prix	40%
RSE dont Indice de réparabilité	10%
Service après-vente y compris assistance technique	5%

Le prix sera analysé au regard de la formule suivante :

Note = xx^* (prix de l'offre la moins-disante / prix de l'offre analysée)

Les autres critères et sous-critères seront analysés de la manière suivante :

- sans précision : 0% des points
- insuffisant : de 1 à 25% des points
- moyen : de 26% à 50% des points
- bon : de 51% à 75% des points
- optimisé : de 76% à 100% des points

7.3 - Suite à donner à la consultation

L'offre la mieux classée sera donc retenue à titre provisoire en attendant que le ou les candidats produisent les certificats et attestations des articles R 2143-6 à R 2143-10 du Code de la Commande Publique. Le délai imparti par le pouvoir adjudicateur pour remettre ces documents ne pourra être supérieur à 10 jours.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que toute offre irrégulière pourra faire l'objet d'une demande de régularisation, à condition qu'elle ne soit pas anormalement basse. En revanche, toute offre inacceptable ou inappropriée sera éliminée.

8 - Renseignements complémentaires

8.1 - Adresses supplémentaires et points de contact

Pour tout renseignement complémentaire concernant cette consultation, les candidats transmettent impérativement leur demande par l'intermédiaire du profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, dont l'adresse URL est la suivante : <http://www.marches-publics.gouv.fr>

Cette demande doit intervenir au plus tard 10 jours avant la date limite de réception des offres.

Une réponse sera alors adressée, à toutes les entreprises ayant retiré le dossier ou l'ayant téléchargé après identification, 6 jours plus tard avant la date limite de réception des offres.

Compte-tenu de la fermeture administrative de l'Université de Caen durant une partie des congés d'été, les questions posées courant juillet et août seront regroupées pour une réponse fin août 2025.

8.2 - Procédure de recours.

Le tribunal territorialement compétent est le Tribunal Administratif de Caen.

Les voies de recours ouvertes aux candidats sont les suivantes :

- Référé précontractuel prévu aux articles L.551-1 à L.551-12 du Code de justice administrative (CJA), et pouvant être exercé avant la signature du contrat.
- Référé contractuel prévu aux articles L.551-13 à L.551-23 du CJA, et pouvant être exercé dans les délais prévus à l'article R.551-7 du CJA, et dès la signature du contrat dans un délai : 6 mois, à compter du lendemain du jour de la conclusion du contrat, si aucun avis d'attribution n'a été publié ou si aucune notification de la conclusion du contrat n'a été effectuée. L'acheteur a donc intérêt à publier un avis d'attribution le plus rapidement possible après la notification du contrat.
- Recours de pleine juridiction ouvert aux tiers justifiant d'un intérêt lésé, et pouvant être exercé dans les deux mois suivant la date à laquelle la conclusion du contrat est rendue publique.

Pour obtenir des renseignements relatifs à l'introduction des recours, les candidats devront s'adresser à :

Tribunal Administratif de Caen
3 rue Arthur Leduc
BP 25086
14050 CAEN CEDEX 4

En cas de difficulté survenant lors de la procédure de passation, l'organe chargé de jouer le rôle de médiateur est :

Comité consultatif interrégional de règlement amiable des différends ou litiges relatifs aux marchés publics

22 mail Pablo Picasso
BP 24209
44042 NANTES CEDEX